

Résolution du 16 janvier 2013 de MM. Eric Bertinat, Michel Amaudruz, Thomas Bläsi, Christo Ivanov, Jacques Pagan, Pascal Rubeli et Olivier Tauxe: «Sort des artisans et PME suite à la vente de l'usine Hispano-Suiza».

PROJET DE RÉSOLUTION

Considérant:

- la vente récente de l'usine Hispano-Suiza à la société Swisscanto;
- la richesse et la diversité du tissu économique du site de l'usine Hispano-Suiza;
- que cette affaire «privée» a un énorme impact en termes tant économique, humain et social pour la Ville de Genève;
- les déclarations préoccupantes de la société susmentionnée qui a indiqué qu'«elle tentera de construire par étapes pour reloger certains locataires. Mais pas tous.» (*Tribune de Genève* du 25 août 2012);
- le projet de Soboss SA (ancien propriétaire, qui a vendu l'usine pour la somme de 61 millions de francs à Swisscanto) dans le cadre duquel la Ville de Genève et la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI) avaient obtenu que 40% des surfaces soient réservées aux artisans avec loyers de 200 francs le mètre carré par année;
- que nous ignorons si l'accord susmentionné entre Soboss SA, la Ville de Genève et la FTI doit être respecté par Swisscanto;
- que, dans la perspective des travaux de construction des nouveaux bâtiments, plus de cent artisans et petites et moyennes entreprises (PME) se verront contraints de rechercher de nouvelles surfaces pour leurs activités;
- que, à Genève, il est notoirement connu que les surfaces commerciales à prix abordable sont rares;
- que le plan directeur communal fixe comme objectif le maintien de l'offre de surfaces industrielles et artisanales;
- que le plan d'utilisation du sol de la Ville de Genève (PUS) favorise également le maintien des zones industrielles et artisanales (zones «ordinaires») en rendant obligatoire la compensation d'au moins la moitié des surfaces artisanales ou industrielles perdues lors d'une opération urbanistique (Une ville plurielle, priorité N°4, indicateur 4.1),

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'adresser au plus vite aux conseillers municipaux:

- un point sur la situation suite à la vente de l'usine Hispano-Suiza;
- des propositions afin d'aider à reloger les artisans et PME qui perdront leurs locaux commerciaux, soit sur le territoire de la Ville de Genève, soit auprès d'autres communes du canton;
- la procédure suivant laquelle la Ville maintiendra son stock de surfaces selon le plan directeur communal pour des emplois «économiquement fragiles mais socialement utiles» après la disparition.